

Analyse du virage à gauche au Sri Lanka avec Ahilan Kadirgamar et Balasingham Skanthakumar

mardi 19 novembre 2024, par [BARUAH Amit](#), [KADIRGAMAR Ahilan](#), [NOVAK Adam](#), [SKANTHAKUMAR Balasingham](#)
(Date de rédaction antérieure : 15 novembre 2024).

Les élections parlementaires sri-lankaises ont donné un mandat massif au National People's Power (NPP). Ils ont remporté 159 sièges sur 225, soit plus d'une majorité des deux tiers. Des citoyens de toute l'île ont voté pour le NPP. Ceci est particulièrement significatif dans un pays marqué par les divisions ethniques, où les habitants du nord et de l'est n'avaient jusqu'alors jamais fait confiance aux partis nationaux.

Pour analyser ces développements, The Wire a invité Ahilan Kadirgamar, maître de conférences en sociologie à l'Université de Jaffna, observateur de longue date de la politique sri-lankaise qui vit à Jaffna depuis la fin de l'insurrection des Tigres tamouls, et Balasingham Skanthakumar, co-rédacteur en chef du magazine Polity du Sri Lanka, qui vit à Colombo et suit de près l'évolution du pays.

Amit Baruah

Bonjour et bienvenue à ce direct YouTube de The Wire. Nous allons discuter des résultats parlementaires des élections sri-lankaises, qui ont donné un mandat massif au NPP. Deux mois seulement après l'élection d'Anura Kumara Dissanayake à la présidence, le soutien au NPP a été considérable. En incluant les sièges de la liste nationale, ils ont remporté 159 sièges sur 225, soit plus d'une majorité des deux tiers. Des citoyens de toute l'île, y compris du nord et de l'est, ont voté pour le NPP. Ceci est particulièrement significatif dans un pays marqué par les divisions ethniques, où les habitants du nord et de l'est n'avaient auparavant jamais fait confiance aux partis nationaux. Cela représente un changement majeur dans la politique sri-lankaise. Lors d'un rassemblement le 10 novembre à Jaffna, M. Dissanayake a reconnu qu'ils n'en avaient pas fait assez pour gagner les électeurs tamouls. Tout cela a changé, et les gens attendent maintenant de voir ce que le nouveau gouvernement peut faire pour les citoyens de toute l'île - au nord, à l'est, au sud et à l'ouest.

Pour analyser les résultats, nous accueillons Ahilan Kadirgamar, maître de conférences en sociologie à l'Université de Jaffna, observateur de longue date de la politique sri-lankaise qui vit à Jaffna depuis la fin de l'insurrection des Tigres tamouls, et Balasingham Skanthakumar, co-rédacteur en chef du magazine Polity, qui vit à Colombo et suit de près l'évolution du pays.

Amit Baruah

Je me tourne d'abord vers vous, Ahilan, puisque vous êtes à Jaffna, et les résultats de là-bas sont assez surprenants, même pour ceux qui pensaient que le NPP réussirait bien. Expliquez à nos téléspectateurs ce que signifie ce mandat.

Ahilan Kadirgamar

C'est une victoire historique - la première fois qu'un parti national remporte une victoire aussi écrasante dans le nord du Sri Lanka. Ils ont gagné les deux circonscriptions de la province du nord, montrant clairement un mandat pour la réconciliation et la résolution des griefs de longue date de la communauté tamoule. Le peuple a placé une confiance significative dans le NPP. Lors de sa visite à Jaffna, le Président a spécifiquement promis de régler la question des terres saisies par l'armée et divers services gouvernementaux comme l'archéologie et les forêts. La première priorité serait de tenir cette promesse et de libérer des quantités substantielles de terres. Mais il y a beaucoup d'autres questions en suspens depuis la fin de la guerre que le Président et son parti doivent aborder, y compris une solution politique. Il y a eu un vaste débat au Sri Lanka, avant et après l'accord indo-lankais, sur de nouvelles formes de décentralisation et de partage du pouvoir. La question est maintenant de savoir si le NPP, avec leur majorité des deux tiers nécessaire pour des changements constitutionnels majeurs, aura la volonté politique d'aller dans cette direction.

Amit Baruah

Ahilan, avant de me tourner vers Kumar, je voulais vous demander - avez-vous vu cela comme une vague, étant donné le peu de votes qu'Anura Kumara Disanayake a reçus dans les zones tamoules lors des élections présidentielles ? S'agit-il d'un vote tactique des habitants du nord et de l'est, ou de quelque chose de plus ?

Ahilan Kadirgamar

Pendant 15 ans après la fin de la guerre, la politique nationaliste tamoule a dominé le Nord. Les LTTE ont créé l'Alliance nationale tamoule comme coalition, et après leur défaite, ils ont continué mais n'étaient pas organiquement liés au peuple. C'étaient des individus qui perpétuaient l'héritage et les slogans des LTTE, avec un soutien considérable de la diaspora. Ils se positionnaient comme intermédiaires avec la communauté internationale, y compris Delhi. Avant ou après chaque élection, ils allaient à New Delhi chercher des bénédictions, affirmant que cela aboutirait à un règlement politique. Cela a continué pendant un certain temps, mais il y a eu un changement significatif après l'élection présidentielle. Pour cette élection, beaucoup de ces mêmes acteurs ont présenté un candidat commun, sachant qu'il ne gagnerait pas, mais comme moyen de démontrer l'unité tamoule et d'en appeler à la communauté internationale. Cependant, deux choses se sont produites par la suite : comme dans le reste du pays, il y a eu une vague pour le changement politique, et les partis politiques tamouls se sont fragmentés. Les gens ont estimé que ces partis ne servaient que leurs intérêts personnels en cherchant des sièges parlementaires. La prolifération des partis politiques, leur incapacité à s'unir, tout cela a contribué à leur défaite massive. C'était à la fois un vote anti-sortants et une vague vers le NPP.

Amit Baruah

Kumar, je veux vous interroger sur ce mandat massif. Bien que la participation ait été légèrement inférieure aux élections présidentielles, le vote NPP a considérablement augmenté. De votre perspective à Colombo, que représente cela ? Est-ce une rupture avec les élections passées, un rejet de la classe politique traditionnelle du Sri Lanka ?

Balasingham Skanthakumar

Tout cela et plus encore. L'électorat a envoyé un message très clair. Ce sentiment se construisait depuis 2021-2022, mais nous n'avons pas eu l'occasion d'exercer notre droit de vote jusqu'à cette année. Même à l'époque, il y avait une énorme répulsion dans tout le Sri Lanka, à travers les classes sociales, les ethnies, les régions et les religions, dirigée contre les politiciens. Pendant longtemps dans ce pays, comme dans de nombreuses parties du monde, les gens pensaient que les politiciens

professionnels existaient pour se servir eux-mêmes. Mais il a fallu cette crise - cette crise économique et sociale - et l'émergence du NPP, considéré comme non entaché par la politique, pour que le public rejette finalement les politiciens traditionnels. Les gens ont toujours su que les politiciens avaient les deux mains dans la caisse et s'aidaient eux-mêmes avec les ressources publiques. Ils voyaient la corruption morale, mais ils avaient besoin de quelque chose pour quoi voter, même s'ils n'étaient pas tout à fait sûrs de ce que c'était. C'est absolument sans précédent. Vous avez utilisé le terme « tsunami » ce matin, et je l'avais utilisé indépendamment pour décrire ce résultat. Il y a quelques semaines, après l'élection présidentielle, nous l'avons appelé un tremblement de terre. Du tremblement de terre au tsunami - cela traduit à quel point ces développements ont été dramatiques pour le système politique du Sri Lanka, envoyant un message à travers la région et au-delà.

Amit Baruah

Kumar, vous avez beaucoup écrit sur la crise économique et noté la hausse des niveaux de pauvreté au Sri Lanka. Diriez-vous que le NPP a construit son soutien sur les pressions économiques - les mesures d'austérité, les temps difficiles, les files d'attente pour le carburant et les bouteilles de gaz, la hausse des prix, les pénuries de nourriture et de médicaments ?

Balasingham Skanthakumar

Je n'en suis pas encore tout à fait sûr. Ces questions de classe n'ont pas nécessairement conduit à des réactions similaires à travers l'île. Oui, il y a une convergence dans la façon dont les réformes d'austérité ont impacté les gens, mais même pendant le COVID-19 et la crise économique, beaucoup dans le nord et l'est ont dit qu'ils ne le ressentaient pas de la même manière, ayant vécu pendant des décennies sans nécessités. Autant j'aimerais dire que c'est un sentiment purement basé sur la classe, c'est encore trop amorphe pour l'attribuer à un seul facteur. Ce qui est commun, comme nous l'avons entendu d'Ahilan, c'est vraiment un rejet de la politique comme d'habitude. C'est un cri du peuple pour un changement dans le système politique. Mais cela ne signifie pas que le nord et le sud, l'est et l'ouest, ont tous les mêmes attentes.

Amit Baruah

Ahilan, quel est votre sentiment depuis Jaffna ? Est-ce la fin de la classe politique qui a longtemps gouverné votre pays ? L'élite de Colombo est-elle menacée, n'étant plus capable de diriger la politique comme elle l'a fait ces 70-75 dernières années ? Et le NPP est-il vraiment un outsider de la politique sri-lankaise ?

Ahilan Kadirgamar

Je dirais que c'est une perturbation majeure dans la façon dont le pays a été gouverné. Ce n'est pas quelque chose que l'élite attendait, et même les gens ordinaires ne pouvaient pas imaginer ce genre de changement. Une fois qu'une telle perturbation se produit, il devient très difficile de reconstruire rapidement une autre coalition d'élite, même cinq ans plus tard. C'est un moment crucial pour la direction du pays. Le NPP a reçu un mandat énorme pour traiter de multiples questions. Dans le nord, il y a la militarisation, le chômage, et les jeunes qui sentent qu'ils n'ont pas d'avenir, les conduisant à quitter le pays. Les gens ont différentes explications - certains blâment la corruption pour l'état du pays, d'autres disent que c'est une mauvaise gouvernance ou de mauvaises politiques. Néanmoins, le NPP a ce mandat pour faire avancer le pays. Si le NPP ne réussit pas, je ne pense pas que nous reviendrons aux affaires comme d'habitude. Cela pourrait être bien pire. Un autre acteur devrait combler le vide, ce qui pourrait être très dangereux - peut-être l'émergence d'une tendance droitiste, populiste autoritaire, ou même fasciste. Donc c'est un moment très différent des

nombreuses décennies passées. Je le comparerais à quand [J. R.] Jayewardene est arrivé au pouvoir à la fin des années 70. C'était similaire - le monde connaissait un ralentissement économique, le Sri Lanka faisait face à une grave crise économique dans les années 1970 sous le gouvernement de gauche du Front uni, qui ne pouvait pas gérer la crise. Jayewardene a remporté une victoire écrasante avec les cinq sixièmes du parlement sous le système uninominal à un tour. Maintenant sous la représentation proportionnelle, cette majorité des deux tiers est similaire à ce moment. Il a apporté des changements massifs vers la libéralisation - le Sri Lanka est devenu le premier pays à libéraliser son économie, il a introduit la Loi sur la prévention du terrorisme, et tout cela a contribué à la tragédie de la guerre civile. Le NPP est à un moment similaire maintenant - seront-ils capables de s'écarter de cette trajectoire néolibérale ? Parce que cela semble avoir atteint son impasse, sinon nous ne continuerions pas à faire face à des crises.

Amit Baruah

Désolé d'interrompre, mais quel est votre sentiment - personne ne s'attendait à cette énorme majorité. Même le Président a dit qu'il serait content avec juste une majorité il n'y a pas longtemps. Pensez-vous que ce nombre massif, qui permet au NPP de modifier la Constitution et de faire des changements législatifs majeurs, signifiera une pression supplémentaire sur le président et le gouvernement ?

Ahilan Kadirgamar

Oui, d'une certaine manière, mais même avant cette élection, je sentais que ce gouvernement pourrait avoir plus d'espace pour traiter les questions juridiques et constitutionnelles, même la question des minorités. Leur plus grand défi sera les questions économiques. Ce n'est pas purement domestique - nous avons fait défaut sur notre dette, nous devons rembourser les créanciers, et nous sommes dans un programme du FMI. Toutes les grandes puissances de la région - l'Inde, la Chine, les États-Unis - nous tiennent à la gorge en utilisant le FMI. S'ils continuent à presser le Sri Lanka, comme ils l'ont fait pour les régimes progressistes en Amérique latine, alors la question économique et comment la gérer devient un défi encore plus grand, étant donné que nous vivons dans cette économie très globalisée et néolibérale.

Amit Baruah

Kumar, je voulais vous interroger sur le mouvement à grande échelle hors du Sri Lanka - les gens cherchant des emplois et l'immigration permanente. Bien que travailler à l'étranger ne soit pas nouveau pour les Sri-Lankais ou les Sud-Asiatiques en général, beaucoup de professionnels qui partent ont tendance à revenir. Les files d'attente pour les passeports à Colombo montrent que l'émigration est une préoccupation majeure. Si ce gouvernement crée des opportunités, en particulier des emplois, au Sri Lanka, cela pourrait-il endiguer le flux de personnes qui partent ?

Balasingham Skanthakumar

Bien que beaucoup de gens, y compris les partisans du gouvernement, aimeraient voir ce scénario, je serais plus prudent. Premièrement, les gens ont besoin d'un soulagement économique maintenant - ils ne peuvent pas attendre des mois ou des années pour que les programmes et politiques de développement génèrent des emplois et des revenus. Il y a toujours un sentiment de pessimisme sur la situation globale. Je ne spéculerais pas que le changement politique seul réduira le nombre de personnes cherchant du travail à l'étranger. Cependant, nous pourrions voir des changements en raison de la situation mondiale morose. De nombreux pays occidentaux, destinations traditionnelles pour l'immigration permanente, ferment leurs portes plus étroitement en raison de leurs propres problèmes économiques et de la montée des sentiments d'extrême droite anti-immigrants. Quant aux

pays du Moyen-Orient et aux destinations non traditionnelles comme la Corée du Sud et la Malaisie, où vont de nombreux travailleurs sri-lankais moins qualifiés, ces économies sont impactées par les développements dans le Nord global. Nous pourrions voir une demande réduite de main-d'œuvre bon marché en provenance de pays comme le Sri Lanka. Mais alors quelles sont les alternatives ? Le fait que tant de personnes aient pu partir signifie que nos envois de fonds, notre plus grande source de devises étrangères, sont restés élevés en 2023 et cette année. Ces envois de fonds, générés en grande partie par les femmes, maintiennent notre économie et nos ménages à flot. Je ne pense pas qu'il y ait un substitut immédiat facile au Sri Lanka, même si le NPP réalise rapidement ses plans économiques. Tout gouvernement éclairé devrait travailler à supprimer les raisons de la migration de détresse tout en respectant la liberté de mouvement et les choix des gens. La migration de détresse que nous avons vue est absolument inacceptable, et il était tragique que le gouvernement précédent soit indifférent, semblant vouloir augmenter le nombre de personnes partant à l'étranger pour augmenter les envois de fonds. Ce cynisme et cette insensibilité sont aussi ce que les électeurs sri-lankais ont rejeté dans leur verdict pour la coalition Dissanayake.

Amit Baruah

Ahilan, vous avez mentionné la crise de la dette sri-lankaise et les obligations de remboursement à venir. Pour un observateur extérieur, le NPP semble lié au JVP, qui est associé à deux insurrections en '71 et '87-89. Pourriez-vous expliquer quelle approche économique le NPP est susceptible d'adopter, et quelles implications cela a pour les relations du Sri Lanka avec l'Inde, la Chine, les États-Unis et l'Occident ?

Ahilan Kadirgamar

Le NPP n'a pas été très explicite sur leur programme économique. Ils se sont concentrés sur l'accession au pouvoir, ont eu une bonne stratégie électorale, ont attendu le bon moment, et ont mobilisé les classes moyennes. Ils ont été assez silencieux sur les questions comme la redistribution. Concernant l'économie plus large, alors qu'avant l'élection présidentielle ils parlaient de renégocier le programme du FMI et de créer une nouvelle analyse de viabilité de la dette pour les négociations avec les créanciers, il y a eu une pression énorme de l'Occident et du FMI après les élections présidentielles. Ils semblent avoir accepté, pour l'instant, de rester avec le programme du FMI, ce qui limite leur capacité à fournir le soulagement immédiat dont les gens ont besoin. Ils ont dit qu'ils soutiennent une économie de production et ne procéderont pas à la privatisation, mais n'ont pas pris de positions politiques explicites sur le modèle axé sur l'exportation ou les questions plus larges de libéralisation. Cela reste à voir. Beaucoup d'entre nous attendent - je pense qu'ils attendaient aussi de voir s'ils obtiendraient une majorité parlementaire. Maintenant, ils doivent commencer à gouverner, faisant face aux compromis entre le remboursement des créanciers et l'aide publique. La question est jusqu'où ils défieront les puissants acteurs externes comme l'Inde, la Chine et les États-Unis, étant donné la faible position de négociation du Sri Lanka après avoir fait défaut sur sa dette. Le prochain choc externe pourrait aggraver la crise.

Amit Baruah

Qu'en est-il de leur approche de l'investissement étranger ? Il y a des inquiétudes dans la communauté des affaires concernant le mot « marxiste ». De nombreux pays et partis se prétendent marxistes mais ont des politiques favorables aux entreprises et sont ouverts aux changements économiques. Le JVP ou le NPP seraient-ils similaires ?

Ahilan Kadirgamar

Oui, je caractériserais le NPP maintenant comme un parti de centre-gauche. Et ils ont été très

ouverts à ce sujet, qu'ils accueillent l'investissement étranger, que leurs politiques seront orientées vers l'obtention d'investissements étrangers. Maintenant, la vraie question est le type d'investissement étranger qui arrive au Sri Lanka, n'est-ce pas ? Ce que nous avons vu ces dernières années, je veux dire, l'IDE a été inférieur à un milliard de dollars américains, et même dans ce milliard de dollars américains, environ 70% sont des investissements spéculatifs dans l'immobilier. Ce n'est pas le type d'IDE que nous connaissions autrefois qui mène à la production et à l'emploi et ainsi de suite. C'est de l'investissement spéculatif. Et maintenant avec la crise économique, que voyons-nous ? Nous voyons une saisie stratégique d'actifs. Vous savez, des actifs stratégiques au Sri Lanka. Donc, que ce soit des ports, des centrales électriques, des acteurs comme Adani qui s'implantent au Sri Lanka, Sinopec, la Corporation pétrolière chinoise qui essaie de construire de grandes raffineries. Donc, ce sont les types d'investissements qui arrivent au Sri Lanka en ce moment, il y a de grandes questions quant à savoir s'ils sont réellement souhaitables, étant donné les intérêts à long terme du Sri Lanka, s'ils éloigneraient réellement le Sri Lanka d'une histoire où, vous savez, malgré être un pays à faible revenu pendant longtemps, nous avons pu avoir des indicateurs de développement humain beaucoup plus élevés. Vous savez, nous avons 99% de notre population qui avait l'électricité — pour un pays d'Asie du Sud, vous pouvez voir à quel point c'est différent. Mais ces deux dernières années, avec la crise économique et le programme du FMI, 1,3 million de ménages ont été déconnectés du réseau électrique. C'est environ 20% de nos ménages. Donc, ce sont les réalités et si ces entreprises à but lucratif viennent et commencent à générer de l'électricité, si ce sont elles qui vont fournir le carburant, serait-ce disponible pour notre peuple travailleur dans cinq ans ? C'est la grande question devant nous.

Amit Baruah

Kumar, vous savez, avant que nous ne terminions notre discussion pour aujourd'hui, je voulais vous demander maintenant que cette majorité massive est en place. Il y a bien sûr des discussions sur l'abolition de la présidence exécutive, que cela arrive maintenant ou plus tard. C'est quelque chose que le NPP s'était engagé à faire. Il y a aussi des discussions sur l'écriture d'une nouvelle législation ou d'une nouvelle constitution. Donc la question qui me vient à l'esprit est celle des minorités, en particulier le peuple tamoul, qui a voté pour le NPP, dans un sens, vous savez, après une insurrection de 26 ans et un désir vieux de plusieurs décennies de, vous savez, plus de droits pour le peuple tamoul au Sri Lanka, le 13^e amendement, dans un sens, est ce qui a été inscrit dans la Constitution, qui fait partie de la Constitution suite à l'accord indo-sri-lankais. Pensez-vous que tout changement au statut, vous savez, comment cela pourrait affecter le 13^e amendement ? Pensez-vous que c'est quelque chose dont il faut s'inquiéter, ou est-ce quelque chose que la direction du NPP comprend, et l'importance de cela, et les préoccupations du peuple tamoul concernant de tels changements ?

Kumar

Je pense que le NPP comprend bien l'importance du 13^e amendement pour l'État indien. Cela leur a été très clairement signifié, je pense, par les gouvernements indiens successifs et les secrétaires aux affaires étrangères. Je ne suis pas si sûr qu'il y ait le même attachement au 13^e amendement au sein des polites tamoule et cinghalaise. Certes, certaines sections voient la valeur de la dévolution, la dévolution limitée, que le 13^e amendement offrait. Et certainement, de nombreux politiciens accueillent favorablement la capacité d'avoir un grand nombre de sièges à disputer afin d'obtenir également certaines positions politiques. Et bien sûr, il y a une certaine dévolution en ce qui concerne les ressources financières. Ce qui fait une différence quand il s'agit de certaines choses comme les écoles ou les hôpitaux qui font partie du système des Conseils provinciaux. Mais Amit, ici, je dois vous rappeler que, comme vous le savez bien, quand il s'est agi de sa deuxième insurrection, le JVP, à la fin des années 80, a pris les armes contre le 13^e amendement, contre l'accord indo-

lankais, qui était à l'origine de ce qui est devenu le 13^e amendement à la Constitution. Et depuis lors, le JVP, bien qu'il participe maintenant aux élections et ait été représenté dans les conseils provinciaux, a été assez prudent pour ne pas s'associer trop étroitement au 13^e amendement. De même, dans la politique tamoule, Amit comme vous le savez bien que quand il s'est agi des divisions au sein du nationalisme militant tamoul, vous aviez une section qui a déposé les armes et a participé à ce processus ; et vous aviez une autre section, les LTTE [Tigres de libération de l'Eelam tamoul] qui ne l'a pas fait ; et c'était la perspective des LTTE sur les conseils provinciaux qui, je dirais, dans une large mesure, continue d'influencer les vues des partis politiques tamouls, ainsi que la politique tamoule en général, y compris les citoyens du nord, au moins ; quand il s'agit de leur attitude envers cela [les conseils provinciaux], ils le voient comme étant inadéquat, comme n'étant pas suffisant. Et jusqu'à présent, le NPP ne nous a donné aucune indication qu'il prend d'une manière ou d'une autre le 13^e amendement comme point de départ. Je pense que c'est assez significatif que dans son manifeste, il n'y ait fait aucune référence. Au lieu de cela, il examine ces questions, ou réfléchit à ces questions à nouveau. Bien sûr, cela signifie qu'il devra y avoir certains apprentissages tirés de la façon dont le 13^e amendement a fonctionné dans la pratique, il devra y avoir certains apprentissages sur ce que nous faisons en ce qui concerne la division des sujets et des fonctions et des pouvoirs entre le centre et les provinces. Il devra certainement y avoir des apprentissages en ce qui concerne la levée des impôts, des revenus, et ainsi de suite. Mais jusqu'à présent, et je pense que ce n'est probablement pas une mauvaise idée. Ce serait bien si nous ne commençons pas un exercice de rédaction de constitution, je pense, sur, vous savez, sur la base du 13^e amendement. Au lieu de cela, nous avons déjà un projet assez élaboré qui a été développé pendant les premières années du régime dit de 'bonne gouvernance', en 2015, 2016, 2017, pendant cette période. Et donc ce n'est pas que nous devons repartir de zéro au Sri Lanka. Ce projet a été développé à travers un processus de consultation publique extensif, donc nous avons un projet de travail. Et je pense que ce dont nous avons besoin et ce qui nous manquait à cette période, et même dans les périodes précédentes, c'est un gouvernement qui va et se bat pour le partage du pouvoir, qui ne prend pas une approche mains libres ou une approche neutre, mais qui va réellement faire campagne et solliciter pour cela et explique aux gens dans chaque partie du pays, pas seulement dans le nord et l'est, mais aussi dans le sud, dans les hautes terres, à l'est et à l'ouest, comment, en rapprochant le pouvoir des gens, ils ont plus de contrôle sur leur vie. Ils ont plus de contrôle, leurs représentants leur sont plus redevables, et que donc c'est bon pour la démocratie.

Amit Baruah

Je crains que nous devions conclure rapidement, mais je voulais juste faire intervenir Ahilan pour une réponse rapide. Vous savez, Kumar fait ce point important de cet attachement au 13^e amendement. Et je voudrais reformuler ma question d'une certaine manière. Et vous savez, vous demander une brève réponse est que l'approche basée sur les droits est peut-être plus importante qu'un amendement à la Constitution. Et si vous pensez qu'il y a de la confiance entre les communautés ethniques et ces parties prenantes qui sont impliquées dans la gouvernance du Sri Lanka, vous pensez qu'il pourrait y avoir plus d'opportunités pour le peuple tamoul ou les musulmans de, dans un sens, jouir de plus de droits dans le pays.

Ahilan Kadirgamar

Oui. Je veux dire, il y a aussi un débat au Sri Lanka sur, vous savez, assurer qu'il y a des droits économiques, sociaux et culturels inscrits dans notre Constitution et de manière justiciable. Mais je pense toujours que la question est le partage du pouvoir, n'est-ce pas ? Ce n'est pas seulement aussi une question de dévolution territoriale, qui est importante. Donc vous rapprochez le pouvoir des gens, mais les minorités sont aussi dispersées dans tout le pays. Donc pour leur donner la confiance qu'à l'avenir, notre État et le pouvoir d'État seraient partagés d'une manière qui ne fonctionne pas

contre une communauté. Donc pour créer ce type de structure et donner cette confiance, et comme Kumar l'a mentionné, vous savez, le besoin d'une volonté politique, et c'est quand quelqu'un est au pouvoir qu'il peut le faire, plutôt que de dire, d'accord, voici une proposition, choisissez si vous voulez. Donc, c'est je pense, la chose importante. Je veux juste faire un dernier point Amit. Le Sri Lanka est à ce moment crucial, le peuple a parlé. Et ce que nous avons vu quand les choses au Sri Lanka se mettent en place, c'est que parfois des acteurs externes très puissants ont tendance à perturber ce qui se passe ici. Et je pense que cette fois, le Sri Lanka devrait avoir l'espace pour résoudre cela. Et je pense que c'est ce dont nous avons besoin en termes de solidarité internationale. Parce qu'avec un peu de chance, vous savez, avec ces quatre décennies et demie de néolibéralisme et ce que nous voyons à travers le monde, avec un peu de chance, le Sri Lanka peut devenir un exemple pour aller de l'avant, mais cet espace doit être donné pour que nous puissions avancer.

Amit Baruah

En tant qu'observateur extérieur, la seule chose que je voudrais ajouter est que je pense que c'est un grand moment d'espoir pour le Sri Lanka et les Sri-lankais. C'est une grande opportunité. Les gens veulent du changement. Ils veulent une vie meilleure. Je pense que le mandat est très clair. Le peuple a parlé, et tous les yeux seront tournés vers votre gouvernement pour voir comment ils tiennent leurs nombreuses promesses, s'ils sont capables de maintenir cet élan d'espoir qui a été généré parce qu'au final dans une démocratie, c'est la seule voie disponible, et on ne peut qu'espérer qu'un processus de consultation avec le peuple continuera, et toutes les crises auxquelles vous faites face, tant économiques, politiques que sociales, sont résolues, vous savez, conformément aux souhaits de tous les Sri-lankais, transcendant les barrières ethniques et religieuses. Merci beaucoup Ahilan de m'avoir rejoint, et merci beaucoup Kumar d'avoir consacré votre temps à cette analyse de ce qui se passe, ce qui s'est passé pendant les élections et ce qui est susceptible de se passer dans les semaines et mois à venir. Merci. Et c'est Amit Baruah qui vous quitte depuis Colombo, merci.

Ahilan Kadirgamar

Balasingham Skanthakumar

Amit Baruah

Traduction par Adam Novak

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

The Wire

<https://t.co/zW29Iqc4RS>